

15- L'argent socialement responsable: une alternative au court-termisme financier ?

20 novembre 2009 / Salle Quebec / 9h30

Andreas KNORZER

Managing Director and Head of Sarasin
Sustainable Investment

Geert HEUNINCK

Head of Sustainable Investment, KBC

Céline LOUCHE

Professor of Vlerick Leuven Gent
Management School

de l'entreprise, et de sa politique d'intégration ESG. Du fait d'une exigence moindre, les Broad ISR concernent un panel plus large d'entreprises.

Fin 2007 : 17,6% des investissements sont
ISR dont 3,4% de Core ISR (source Eurosif)

La banque suisse d'investissements Sarasin représentée par *Andreas Knorzer* illustre la stratégie ISR. En effet, elle est spécialisée depuis 20 ans dans les investissements durables, ce qui représente en 2007 sept millions d'euros et 50 employés. Ses actions sont menées selon un triangle d'équilibre formé par trois pôles d'excellence : économie, écologie, société.

Issu de concepts éthiques du financement aux Etats-Unis, la notion d'ISR (investissement socialement responsable) s'est exportée en Europe en 2000. Ces investissements prennent en compte des critères extra-financiers, dits ESG (Environnemental, Social et Gouvernance) pour déterminer le choix des entreprises en portefeuille. *Anne-Catherine Husson Traoré*, modératrice de cette conférence, a rappelé la distinction entre les deux types d'ISR existant. Les **Core ISR** sont caractérisés par un système d'exclusions éthique dans l'entreprise (maximum deux critères négatifs autorisés) et par le « positive screening » (obligation de mener une politique selon les critères « premier de la classe »). Les **Broad ISR** quant à eux nécessitent trois conditions: le simple-screening qui ne fixe pas de limite aux critères négatifs, l'évaluation de la politique d'engagement

Andreas Knorzer a défini la durabilité comme tout d'abord la **diminution des risques**. Ainsi la stratégie d'investissement en Europe pourrait être comparable à la conduite d'un navire au pôle Nord. Les icebergs sont en réalité les mauvaises entreprises dont on ne voit que la partie émergée. Les stratégies ISR doivent permettre alors de sonder la partie immergée. Pour l'image d'une entreprise, cela passe notamment par la prise en compte des risques de santé et pour l'environnement que peuvent représenter ses produits. Par ailleurs, l'inefficacité et le gaspillage de ressources non durables représentent des coûts supplémentaires pour l'entreprise.

En second lieu, la durabilité se définit par la **saisie d'opportunités**. *Andreas Knorzer* a mentionné la nécessité de combiner au crédit traditionnel une analyse durable des



15- L'argent socialement responsable: une alternative au court-termisme financier ?

20 novembre 2009 / Salle Quebec / 9h30

investissements afin de réduire les risques évoqués précédemment. Cette analyse intègre l'anticipation des risques long-terme et la demande des salariés. A titre d'exemple, les voitures General Motors ont depuis plusieurs années des émissions de CO2 nettement supérieures au marché. N'ayant pas pris ce critère en compte dans sa gestion, la société a connu une chute de 30% de ses ventes avec l'augmentation du prix du pétrole. Cet exemple montre comment le manque de considération des valeurs ESG peut mener une entreprise au bord de la faillite.

La société Sarasin évalue également les secteurs et les entreprises qui prennent le mieux en compte les risques environnementaux et sociaux. Elle utilise comme outil une matrice mettant en relation la durabilité de l'entreprise avec la durabilité de son secteur d'activité.

Le deuxième intervenant : *Geert Heuinck*, a présenté la vision de l'ISR en Belgique, et plus précisément la position de la banque KBC qu'il représente. Les ISR représentent en Belgique plus de 9 milliard d'euros, c'est-à-dire 91% des investissements mutuels. KBC détient 63% du marché. Les valeurs prônées par cette banque démarrent par le principe de transparence et des informations sûres et indépendantes. Pour cela, KBC commence par regarder si la firme fait appel à des comités d'experts extérieurs pour superviser ses actions. Se crée alors une relation win-win-win pour les compagnies impliquées, les investisseurs et la société en général.

KBC se base sur deux types de fonds : les fonds généraux sont attribués aux entreprises qui ont les meilleurs politiques CSR (Corporate Social Responsibility). Les autres fonds, investis dans des secteurs ciblés : eau, développement d'énergies renouvelables... L'objectif de l'ISR est de canaliser les flux financiers vers les entreprises responsables en utilisant un système de notation ainsi que des critères d'exclusion. Le système de notation chez KBC repose sur cinq critères à parts égales : une politique économique long terme, la gouvernance par l'entreprise, les critères environnementaux, le respect des droits de l'homme et une politique sociale interne.

D'après *Céline Louche*, l'approche sur les critères ESG (énergies renouvelables, eau, santé, changement climatique, éco efficacité, vieillissement de la population) reste encore marginale. Ces critères sont souvent perçus comme trop complexes et peu fiables : surcharge d'information, terminologie parfois mal perçue, fiabilité des données recueillies... Par ailleurs, la plupart des décisions financières sont informatisées et ne tiennent pas compte de critères éthiques. Néanmoins, des initiatives permettent de surmonter ces difficultés d'intégration des critères ESG : cela passe par exemple par une collaboration entre investisseurs sous forme d'institution (exemple : Enhanced Analysis Initiative, Principles for Responsible Investment) ainsi que des rapports et publications permettant de rendre ces critères mieux visibles et compréhensibles par les entreprises.



15- L'argent socialement responsable: une alternative au court-termisme financier ?

20 novembre 2009 / Salle Quebec / 9h30

Pour conclure, les critères ISR sont aujourd'hui encore peu intégrés dans les prises de décisions des entreprises en Europe. Des efforts importants de communication et de transparence sont la clé du développement de ce type d'investissement. En effet la place des critères ISR est légitime à la vue du contexte économique actuel.